

Biblioteka  
U. M. K.  
Toruń

158915

II

224  
L. 24

LE SECRET  
DU CHANCELIER

ORIENT & OCCIDENT



PARIS

E. PLON ET C<sup>ie</sup>, IMPRIMEURS-ÉDITEURS  
RUE GARANCIÈRE, 10

1879

2.65

LE SECRET  
DU CHANCELIER

[klaczko Julian]

LE SECRET  

---

DU CHANCELIER

ORIENT & OCCIDENT



PARIS  
TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET C<sup>ie</sup>  
RUE GARANCIÈRE, 8

—  
1879

EXTRAIT DU *JOURNAL DES DÉBATS*

158915



LE SECRET  
DU CHANCELIER

---

I

Les chroniqueurs de la première croisade racontent qu'aussitôt entré à Jérusalem, Godefroy de Bouillon fut saisi d'une profonde tristesse qui ne le quitta plus de sa vie : « L'objet de ses longs et ardents désirs une fois conquis, dit l'historien, il ne le reconnut plus, le prit en dégoût, et soi-même... » On serait tenté de faire la même observation à l'égard du croisé de 1877, de ce peuple russe dont l'enthousiasme naguère encore si grand et si universel pour la guerre

sainte contre l'Infidèle, a fait place à un désenchantement indicible, « à une certaine amertume qui n'est pas exempte de pessimisme ». Ainsi s'exprime le *Nord* du 26 février, dans un article remarquable, dû évidemment à une plume des plus exercées, peut-être bien à une des meilleures plumes de la chancellerie de Saint-Pétersbourg. Ce qui nous a surtout frappés dans cet article, et notamment dans la curieuse correspondance de Saint-Pétersbourg qui lui sert de thème pour les mélancoliques réflexions, c'est un sentiment d'aigreur et de suspicion à l'égard de l'Allemagne, sentiment très-vif, mais dont l'exagération même dénote fort heureusement le caractère passager. A entendre le correspondant des bords de la Néva, « la conviction actuellement unanime » en Russie serait que la dernière guerre orientale n'a été que l'œuvre d'une « malveillance calculée » pour arrêter l'empire des tsars dans le développement prodigieux de sa prospérité et

l'affaiblir par ses succès mêmes. Déjà l'attitude des plénipotentiaires autrichiens et allemands au sein du Congrès de Berlin avait donné à réfléchir. L'empressement que mit depuis M. de Bismarck « à traiter la Russie en pestiférée » et à en amener ainsi la ruine économique, l'incident d'Arab-Tabiah, « où la petite Roumanie se montra aussi téméraire », enfin l'abolition de l'article 5 du traité de Prague, étaient autant d'indices d'une noire conspiration ourdie contre l'empire du Nord. Ce dernier fait prouvait « qu'une alliance venait d'intervenir entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, alliance qui avait évidemment pour base l'appui de celle-ci par celle-là dans les affaires d'Orient ».

« Ce quatrième et dernier fait ne laissait plus  
« de doute ni sur l'hostilité générale de l'Eu-  
« rope à l'égard de la Russie, ni sur *le but caché*  
« *qu'avaient poursuivi dès le début de la guerre, et*

« ceux qui ne s'y étaient pas trop opposés, et ceux qui  
« étaient allés jusqu'à l'encourager. Quoique pour-  
« suivi par des moyens différents, dont le der-  
« nier n'était ni le plus amical ni le plus loyal,  
« le but que tous avaient en vue était le même,  
« savoir, l'affaiblissement militaire et financier de  
« la Russie. Le développement de ses richesses,  
« de ses immenses ressources nationales était  
« en trop bon train. La Russie, recueillie, fai-  
« sant épargne de forces vives, de capital et de  
« sang, devenait trop puissante. Son commerce  
« s'étendant, son industrie métallurgique nais-  
« sante allait prendre un grand essor ; son réseau  
« et son outillage de chemins de fer se multi-  
« pliant rapidement, pouvaient devenir mena-  
« çants pour ses concurrents, à une époque  
« surtout où l'extension des relations commer-  
« ciales et des débouchés constitue le principal  
« objectif de toute politique. Il fallait l'arrêter  
« dans cette voie de prospérité grandissante. La  
« guerre contre la Turquie, où semblaient la

« précipiter ses généreuses aspirations pour ses  
« frères opprimés d'Orient, était une occasion  
« d'autant plus propice pour atteindre ce résul-  
« tat, qu'on était plus sûr de trouver unanimes les  
« sentiments de l'Europe pour l'empêcher de pro-  
« fiter de ses succès militaires lorsque le moment  
« de conclure la paix serait venu. Tel est actuel-  
« lement le sentiment général en Russie, et telle  
« est la marche que l'interprétation des faits  
« avait imprimée au raisonnement public avant  
« de le convertir en conviction unanime. »

Nous n'avons pas qualité pour plaider la cause de M. de Bismarck devant ses anciens amis, et nous pouvons nous en reposer d'ailleurs sur le chancelier du soin de ne pas laisser périliter une alliance qui malheureusement nous a été si fatale. Le souci de la vérité nous oblige toutefois à constater que les reproches adressés maintenant à l'Allemagne des bords de la Néva sont bien immérités, et que le prési-

dent du Congrès de Berlin s'est très-généreusement acquitté de la dette de reconnaissance qu'il avait contractée envers la Russie dans l'année pour nous si terrible de 1870. En 1870, le gouvernement russe avait, dès le mois de juillet, adressé à Vienne l'avertissement très-catégorique qu'il ne permettrait pas à l'Autriche de faire cause commune avec la France, et nous avait privés ainsi dès le début d'un allié que la rapidité de nos désastres finit par immobiliser. Lorsque, après ces premiers désastres, le cabinet de Vienne essaya d'amener au moins un concert européen « en vue d'une médiation », et que l'Angleterre elle-même demanda timidement « s'il ne serait pas possible d'arriver à une entente sur les conditions auxquelles la paix pourrait être conclue, et de faire appel ensuite à l'humanité du roi de Prusse », le prince Gortchakof n'eut que cette réponse sèche et dédaigneuse, « que la Prusse avait indiqué ses conditions de paix (l'Alsace et la Lorraine),

qu'une victoire française seule pourrait les modifier, et que cette victoire n'était pas vraisemblable ». C'est à la suite de ce refus obstiné de toute médiation que M. le comte de Beust poussa le cri douloureux : *qu'il ne voyait plus d'Europe!* Nous fûmes laissés seuls en face d'un adversaire implacable, et le 26 février 1871, le jour où nous dûmes accepter les conditions écrasantes du vainqueur, l'empereur d'Allemagne télégraphiait de Versailles à l'empereur de Russie : « C'est avec un sentiment inexplicable et en rendant grâce à Dieu que je vous « annonce que les préliminaires de la paix viennent d'être signés. Jamais la Prusse n'oubliera « que c'est à vous qu'elle doit que la guerre n'a pas « pris des proportions extrêmes. »

Eh bien! la Prusse ne l'a point oublié, en effet, durant les récentes complications orientales : il y a eu réciprocité absolue de la part de l'Allemagne vis-à-vis de la Russie dans la dernière

guerre; il y a eu un parallélisme d'action qui sera encore un jour une des grandes curiosités de l'histoire. L'Autriche fut paralysée en 1877 par la volonté de M. de Bismarck, comme elle l'avait été, sept ans auparavant, par celle du prince Gortchakof. Un essai de médiation fut écarté comme « inopportun » par le cabinet de Berlin après la chute de Plevna, ainsi qu'il l'avait été autrefois par le cabinet de Saint-Pétersbourg après la catastrophe de Sedan. Les Russes purent percer les Balkans et pénétrer jusque dans les faubourgs de Constantinople, comme les Prussiens avaient eu la liberté de passer les Vosges et de camper dans nos Champs-Élysées. Il est vrai que le comte Beaconsfield ne resta pas aussi impassible devant les préliminaires de San-Stefano que l'était demeuré lord Granville devant les préliminaires de Versailles.

Menacée dans son avenir maritime, dans la sécurité de sa route de l'Inde et dans tout son

prestige en Orient, l'Angleterre se redressa, arma ses vaisseaux et se montra toute prête à une guerre qui, conduite avec la proverbiale ténacité britannique, eût pu devenir bien dangereuse, quoi qu'on en ait dit, à une Russie épuisée dans ses ressources et bloquée dans tous ses ports. Mais c'est précisément à cette heure critique et décisive que M. de Bismarck apparut plus que jamais en ami empressé et secourable. Il évoqua l'affaire devant son puissant tribunal; il convoqua un Congrès à Berlin; il y obtint pour son allié Batoum, la Bessarabie, la Roumélie orientale, et sous la forme d'une contribution à régler plus tard et impossible à payer, un prétexte permanent à des revendications ultérieures. A moins de prendre les armes pour la cause moscovite (ce que la Russie n'a pas songé à faire non plus en 1870 pour la cause allemande), nous ne voyons pas ce que le président du Congrès de Berlin eût pu faire de plus ou de mieux. Si le peuple de Rourik a éprouvé



des déceptions dans sa grande croisade, il ne devrait s'en prendre qu'à ses généraux et à ses diplomates d'aventure, qui ont également méconnu la force de résistance des Turcs à Plevna, ainsi que celle de l'Angleterre à San-Stefano. Pour rappeler les paroles de l'ineffaçable télégramme de Versailles et pour achever le parallélisme, « c'est à l'Allemagne que la « Russie doit qu'au printemps de 1878 la guerre « n'a pas pris des proportions extrêmes... »

Dans les procédés du chancelier d'Allemagne après le Congrès de Berlin, il nous est également difficile de découvrir cette « malveillance calculée » à l'égard de l'empire des tsars que veut y voir l'écrivain désenchanté du *Nord*. Sous le coup de la panique qui a régné encore ces jours-ci à Saint-Pétersbourg, il est difficile de reprocher à l'Allemagne d'avoir pris de bonne heure des mesures préventives contre une contagion épouvantable : cet empressement

prouve seulement qu'en cette occasion comme en tant d'autres, M. de Bismarck a été mieux renseigné sur ce qui se passait chez ses voisins que les gouvernements indigènes. L'incident d'Arab-Tabiah vient d'être vidé, à l'heure où nous écrivons, tout à fait à la satisfaction de l'orgueil moscovite; dans cette affaire, comme dans celle autrement grave de la Bessarabie, on a bien généreusement voulu oublier à Berlin que le prince Charles de Roumanie était un membre de la famille des Hohenzollern. Quant à présenter l'abolition de l'article 5 du traité de Prague comme l'indice d'une alliance austro-allemande contre la Russie, c'est là un argument dont usera peut-être le comte Andrassy dans le huis clos de la commission du budget, afin d'obtenir des Délégations les « crédits extraordinaires » pour la Bosnie; les hommes sérieux, comme le sont les écrivains du *Nord*, ne devraient voir dans ce « quatrième fait » autre chose que ce qu'il est véritablement :

l'équivalent de l'abolition de l'article 2 du traité de Paris en 1870, et le dernier trait de similitude entre la conduite de la Russie pendant la guerre franco-prussienne et celle de l'Allemagne pendant la guerre orientale. Notre temps commence à s'accoutumer à ce genre de gratifications données à tout médiateur dans une grande transaction européenne. On appelait cela autrefois bien dédaigneusement de la « politique de pourboire », alors que l'empereur Napoléon III en fit la timide demande à Nikolsbourg; aujourd'hui, et entre amis, cela porte le nom beaucoup plus décent de « courtage honnête »...

Est-ce à dire pourtant qu'en favorisant ainsi la Russie en Orient, M. de Bismarck n'ait pensé qu'au devoir sublime de l'amitié, n'ait voulu qu'étonner le monde par l'immensité de sa gratitude? Non assurément! On fait parfois de la politique de sentiment, de rancune ou de propagande sur les bords de la Néva, sur ceux de la

Sprée on ne fait que de la politique *réaliste*. Le chancelier a pu s'accorder le luxe de la reconnaissance dans ces complications orientales, parce qu'elles lui assuraient tout le nécessaire pour l'Allemagne telle qu'il l'a créée et qu'il tenait à consolider.



## II

« On est enclin, à Saint-Pétersbourg, à considérer la Russie comme ayant été *dupe de ses alliances* », dit le *Nord*. L'aveu a son importance, à coup sûr ; mais il importe aussi d'observer que les avertissements n'ont pas manqué à cet égard à la Russie alors que surgirent, vers le milieu de 1875, les nouvelles complications orientales. « Le but caché poursuivi dès le début de la guerre d'Orient par ceux qui ne s'y étaient pas trop opposés, et qui étaient allés jusqu'à l'encourager », ce but que l'écrivain

de Saint-Pétersbourg commence maintenant à entrevoir, les esprits indépendants de l'Occident l'avaient signalé à la première nouvelle des troubles en Bosnie. Pour le faire, du reste, pour pénétrer *le secret du chancelier*, il leur suffisait simplement de se rappeler la politique traditionnelle de la Russie, les brèches qu'y avait pratiquées déjà l'entreprise de M. de Bismarck, et la situation, malgré tout cela encore, éminente et enviable qu'occupait l'empereur Alexandre II dans les années 1871-1875.

De tout temps, en effet, et jusqu'à la fatale association du prince Gortchakof et de M. de Bismarck en 1863, le gouvernement russe a eu dans sa politique extérieure pour principe immuable d'étendre son influence parmi les États secondaires d'Allemagne, et de maintenir dans l'ancienne Confédération germanique l'équilibre des forces entre l'Autriche et la Prusse. Cette position rehaussait sa valeur

d'une manière incalculable aux yeux de l'Europe occidentale et lui permettait en même temps de travailler avec d'autant plus de sécurité à l'augmentation de son prestige parmi les races chrétiennes de l'Orient. Il y eut une époque que connut encore le successeur du comte Nesselrode, où le moindre désir du Palais d'Hiver était plus respecté à Munich, à Stuttgart et à Dresde, que le décret le plus solennel de la Diète de Francfort; où une parole de l'empereur Nicolas faisait taire les rivalités et même les hostilités déjà déclarées de l'Autriche et de la Prusse, et leur dictait les «*ponctuations*» d'Olmütz; où le Habsbourg et le Hohenzollern allaient saluer à Varsovie, dans l'empereur Alexandre II, le gardien du droit et de la paix en Germanie. Mais un jour vint où s'écroula soudain ce système lentement et savamment élevé par les mains de Catherine II, d'Alexandre I<sup>er</sup> et de Nicolas. L'œuvre de M. de Bismarck fit perdre à l'empereur Alexandre II, en moins de

cinq ans, le travail de plusieurs règnes, l'héritage d'une sagesse séculaire, et à la place d'une ligue d'États pacifiques, tous amis obligés de la Russie et lui formant comme une suite continue de remparts, l'empire des tsars vit tout à coup, en 1871, se dresser devant lui une Allemagne unie, formidable, *amie* pour le moment, il est vrai, mais bien sûrement point amie pour tous les temps ni à toute épreuve.

Il est vrai aussi qu'à partir de ce moment la Russie devint un point de mire et un point de ralliement pour l'Europe, — pour ce qui restait encore de l'Europe après les deux terribles catastrophes de Sadowa et de Sedan, — et que ce prestige subitement acquis pouvait compenser à certains égards, et au point de vue moral surtout, les pertes immenses en poids matériel que la transformation de l'Allemagne avait causées à l'empire des tsars. Il se produisit à ce moment un phénomène bien souvent observé

dans l'histoire : Lorsqu'un État devient trop prépondérant en Europe, les intérêts lésés ou menacés se contractent, cherchent à se concerter et se groupent instinctivement autour de la puissance la plus grande et la plus capable de former un contre-poids salutaire. Or, en 1871, la Russie était incontestablement cette puissance-là. Elle n'avait pas été vaincue par les soldats du maréchal de Moltke, elle s'était *recueillie* depuis un quart de siècle, et l'on estimait ses ressources militaires, renouvelées depuis ce temps, d'autant plus grandes qu'elle n'en avait pas encore donné la mesure; car, ainsi que le fait observer finement le *Nord*, « pour un État, la puissance virtuelle qui se réserve est plus profitable et plus efficace encore que la puissance qui se déploie ».

Aussi, depuis 1871, tout ce qui en Europe souffrait ou craignait tournait-il ses regards vers la Russie. Oubliant ou ignorant même (on

ignore tant de choses chez nous!) le télégramme triomphant de Versailles et l'appui prêté à la Prusse par le cabinet de Saint-Pétersbourg durant notre malheureuse guerre, la France se mit à n'espérer que dans l'empire des tsars et à faire à perte de vue ce qu'on a bien malicieusement appelé de la *politique Danichef*. L'empereur François-Joseph vint à Saint-Pétersbourg déposer une couronne sur la tombe de Nicolas, et les archiducs d'Autriche allèrent les uns après les autres embrasser avec une effusion sincère les grands-ducs et les généraux moscovites, dont les avait séparés si longtemps un malentendu cruel et à jamais déplorable. Il n'est pas jusqu'à l'Angleterre qui ne cherchât un rapprochement avec le tsar : le différend au sujet de l'Asie centrale fut lestement arrangé lors de la première mission du comte Schouvalof; le duc d'Édimbourg épousa une fille de Romanof, et bientôt la conduite des affaires échut aux mains de ce parti tory dont les sympathies russes étaient tra-

ditionnelles. Par un retour saisissant des choses d'ici-bas, l'empereur Alexandre II eut à la suite de l'ébranlement de 1870 la même situation de grandeur et de prestige qu'avait créée autrefois à son père le bouleversement général de 1848 : il apparut comme le pacificateur du monde et le grand justicier de l'Europe; et ce n'étaient pas seulement les gouvernements comme en 1848, c'étaient bien les peuples qui saluaient dans le tsar le défenseur du droit des nations. Les proportions exagérées données à l'alerte de 1875 et au rôle qu'y joua la diplomatie moscovite prouvèrent seulement combien le monde tenait à acclamer un sauveur dans l'empereur Alexandre II; la légende ici voulut devancer l'histoire.

En de telles occurrences et devant cette éclaircie qui commençait à se faire en Europe, que M. de Bismarck ne se soit pas trop opposé à la croisade contre l'Infidèle dont s'éprirent subite-

ment les comités de Moscou, « qu'il soit même allé jusqu'à l'encourager », il n'y a là certes rien d'étonnant pour tout esprit réfléchi. La guerre turque présentait l'avantage immédiat de soustraire la Russie aux espérances, aux sollicitations et aux séductions de cet Occident où l'Allemagne tenait naturellement à rester seule en vue et en force. Cette guerre promettait ensuite d'amener en tout état de choses « un affaiblissement militaire et financier de la Russie », et de lui imposer, par conséquent, un *recueillement* salutaire pendant une longue période dont profiterait le Hohenzollern pour consolider son œuvre et accomplir sa mission. Les illuminés de Moscou pouvaient seuls croire que l'empire des tsars sortirait de la croisade plus fort que jamais et deviendrait l'arbitre des destinées du monde : un proverbe tudesque dit que Dieu a pourvu à ce que les grands arbres ne percent pas le ciel, et M. de Bismarck y pourvut de son côté en proclamant que les résul-

tats de la guerre ne devraient dans aucun cas porter atteinte à la « sphère des intérêts autrichiens », et en poussant le comte Andrassy à l'occupation de la Bosnie. En cela, le chancelier d'Allemagne agit pour le bien de l'Autriche, et nous n'hésitons pas à dire, pour le bien même du monde, — le fatal principe du partage de l'empire ottoman une fois admis; — mais il devenait évident que dans une combinaison ainsi formulée la Russie ne devait pas trouver son compte entier. Il est possible, il est même facile de concilier les vues et les visées de l'Autriche et de la Russie en Occident; sur le terrain d'Orient les intérêts de ces deux puissances sont et demeurent diamétralement opposés; et plus ils y gagneront en étendue, plus aussi leur antagonisme deviendra irrémédiable.

Il est aussi puéril que souverainement injuste de parler ici, avec l'écrivain de Saint-Petersbourg, « de malveillance calculée » et de poli-

tique « déloyale » ; car le programme de la Prusse dans les complications orientales était connu dès l'origine. C'a été le malheur de plus d'une puissance de n'avoir pas assez cru à la franchise de M. de Bismarck. Que de fois pourtant, depuis les troubles de la Bosnie, le chancelier d'Allemagne, du haut de la tribune ainsi que dans ses fameux dîners parlementaires, n'a-t-il pas déclaré qu'il avait un égal souci du bien de l'Autriche et de celui de la Russie, et qu'il ne sacrifierait jamais les intérêts d'un allié aux intérêts de l'autre ! Ce n'est pas, dans tous les cas, l'accusation de déloyauté qu'on est en droit de porter contre celui qui affichait si hautement et en toute occasion ce double amour. Avec bien plus de raison pourrait-on reprocher aux deux victimes de ce sentiment de s'être résignées à une passion quelque peu bigame et immanquablement décevante.

Les déceptions n'ont pas tardé à venir, en

effet, et elles éclatent maintenant aux yeux de tous. D'une campagne longue, difficile et incontestablement victorieuse, la Russie, au dire du *Nord*, a surtout retiré « l'enseignement précieux « qu'une guerre, même heureuse, est une calamité, et qu'en matière de politique comme de « finances, même en matière d'influence et de « prestige, la paix est la recette et la guerre est « la dépense ». L'Autriche, de son côté, cherche à s'accoutumer à sa nouvelle conquête de la Bosnie qui dérange si malencontreusement son équilibre financier et constitutionnel, et elle perd de plus en plus son caractère de puissance germanique à mesure qu'elle se sature d'éléments slaves. Les empires des Habsbourg et des Romanof se sont laissé insensiblement écarter de l'Occident, et leur rivalité croissante, inévitable en Orient, les fera encore plus d'une fois recourir aux bons offices de l'Allemagne, qui, nous en sommes persuadés, ne leur manqueront pas. Les Hohenzollern assumeront dans



le monde slave le rôle qu'avaient eu autrefois les Romanof dans le monde germanique ; ils y maintiendront l'équilibre des forces entre l'Autriche et la Russie, comme l'avaient fait autrefois les tsars au sein du *Bund*, à l'égard de la Prusse et de l'Autriche. Ils seront l'ami bienveillant des deux puissances rivales, le médiateur toujours invoqué, et à l'occasion le « courtier honnête » recevant son courtage tantôt du côté de la Dvina, tantôt du côté de l'Inn ou de la Moldau.

Résumons-nous. Le chancelier d'Allemagne, durant la dernière guerre, s'est très-généreusement acquitté de la dette de reconnaissance qu'il avait contractée envers la Russie dans l'année pour nous si terrible de 1870 ; et dans la limite que lui traçaient les intérêts de l'empire germanique, il a su demeurer jusqu'au bout un allié fidèle et un ami loyal. Mais ceux-là non plus n'étaient pas certes les ennemis de la Russie qui

l'avaient découragée, dès le début, d'une croisade décevante en la suppliant de ne pas ajouter de nouveaux éléments de trouble à l'état déjà si bouleversé de l'Europe, et de garder en Occident la situation grande, bienfaisante, incomparable que le destin venait de lui créer, et que son entreprise en Orient ne pouvait manquer de lui faire perdre peut-être sans retour.

Paris, 8 mars 1879.



PARIS, TYPOGRAPHIE DE E. FLON ET C<sup>ie</sup>, RUE GARANCIÈRE, 8.

V. 2459/50

Biblioteka Główna UMK



300051125911

